

**ENSEMBLE! 06**



**FRANCE INSOUMISE 06**



**GENERATION.S 06**



**NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE 06**



**PARTI DE GAUCHE 06**



**PARTIT OCCITAN – REGION PROVENCE**



## **POUR UNE ALTERNATIVE ECOLOGIQUE, SOCIALE ET DEMOCRATIQUE**

Après les premiers jours du confinement, la sidération et la réorganisation de la vie quotidienne ont laissé place à une colère et un sentiment de révolte qui n'ont cessé de grandir.

Colère et révolte contre l'incurie, les injonctions contradictoires et les mensonges de ce pouvoir qui saisit le prétexte de la crise sanitaire pour restreindre les droits et les libertés, laisse exploser les inégalités et tente de culpabiliser les populations -en particulier celles des quartiers populaires - pour mieux dissimuler ses propres responsabilités et limiter l'expression d'une contestation démocratique.

Ces responsabilités ne peuvent être mises de côté. Elles sont partagées avec les gouvernements précédents qui n'ont eu de cesse, via les politiques d'austérité, d'affaiblir les services publics et notamment la santé et l'hôpital.

Une course de vitesse entre plusieurs projets de société est maintenant engagée pour le « jour d'après ».

Et ce jour d'après, en réalité, a déjà commencé.

Le premier de ces projets, avec une intensité variable selon les forces politiques, accepte les reculs des droits et des libertés, s'accommode de la montée du chômage, donne la priorité au redémarrage de l'économie et de la course aux profits capitalistes.

En réalité, il s'agit simplement de faire payer au peuple la facture des nouvelles aides aux entreprises, et de ne surtout pas remettre en cause les dégâts du capitalisme, du productivisme, de la financiarisation et de la marchandisation de tous les aspects la société, y compris du système sanitaire.

Pour ceux-là, l'objectif est de « retrouver le monde d'avant » quitte à remettre en cause la semaine de 35 heures de travail, à rallonger l'âge de départ à la retraite et, dans l'immédiat, à demander aux salarié-es de travailler pendant leurs jours de congés annuels, de RTT ou pendant les jours fériés.

Le second projet de société est celui de l'extrême-droite qui tente de détourner la colère et le sentiment de révolte légitimes pour proposer son idéologie nauséabonde fondée sur le nationalisme, le repli sur soi, le rejet de l'autre et la recherche d'un bouc-émissaire aux relents racistes.

En Hongrie, l'extrême-droite au pouvoir a profité de la crise actuelle pour faire disparaître ce qu'il restait d'Etat de droit, installer un régime néo-fasciste et interdire de fait toute dissension.

Aucun de ces deux projets n'est acceptable, aucun d'eux ne répondra à la crise en cours et moins encore à celles qui pourraient lui succéder. Nous devons nous mobiliser contre ces deux projets et proposer ensemble l'alternative.

Cette alternative sera à la fois écologique, sociale et démocratique, et des mesures d'urgence s'imposent dès aujourd'hui.

Notre approche écologique, sociale et démocratique inclut les questions de santé, d'économie, de résilience, y compris à l'échelle de notre département.

Écologique car, au-delà des responsabilités gouvernementales, l'émergence et la propagation du Covid-19 ont été grandement facilitées par la déforestation, l'agriculture intensive et globalisée, le recul de la biodiversité et le refus de respecter les engagements internationaux pour le climat, ce qui correspond aux choix des politiques économiques capitalistes et productivistes.

Sociale car la situation de crise a démontré la nécessité des services publics et des solidarités, et elle ne saurait aboutir à l'aggravation du chômage et des inégalités, la dégradation des conditions de travail et le recul des droits sociaux.

Démocratique car, au-delà de la défense des droits et des libertés et du refus des discriminations, la population doit être associée aux débats publics et aux décisions qui la concernent au lieu d'être culpabilisée et pointée du doigt par le pouvoir. Les situations extrêmes comme cette pandémie montrent toutes les limites d'un régime où des décisions aussi fortes que la restriction à la liberté de mouvement et de rassemblement peut être décidée par un gouvernement sans possibilité de débat.

L'alternative sociale, écologique et démocratique que nous proposons accordera la priorité à :

- la réduction du temps de travail (RTT) pour combattre le chômage et créer des emplois d'utilité écologique, sociale et sanitaire ; une politique sociale allant dans le sens du partage des richesses, de la hausse des minima sociaux et des salaires, de la réduction des inégalités ; mais aussi la reconquête, le développement et la reconstruction des services publics abîmés par les politiques passées notamment le système de santé public ; le refus de laisser au privé les secteurs stratégiques en particulier dans la santé comme l'activité des laboratoires, la production du matériel médical et sanitaire ;
- la transition écologique, l'arrêt des productions dangereuses, inutiles et polluantes fondées notamment sur l'exploitation des énergies fossiles, et la reconversion écologique de l'industrie, de l'agriculture et

de l'économie, la défense intransigeante de la biodiversité et du vivant, la relocalisation pour la souveraineté alimentaire et sanitaire avec comme critères premiers la satisfaction des besoins essentiels et la sobriété ;

- la diversification des activités car la crise illustre la fragilité de notre département, sa dépendance à une économie fondée sur le tourisme de masse et questionne son autonomie alimentaire et énergétique ;
- un effort sans précédent pour le développement et la gratuité des transports publics ;
- la création de sociétés coopératives de production et de services, plus respectueuses des salarié·es ;
- l'abrogation des contre-réformes (assurance chômage, retraites, droit du travail...) et le refus des mesures sécuritaires et liberticides ;
- la levée d'un impôt exceptionnel en 2020 sur les dividendes et la mise en œuvre d'une réforme fiscale plus progressive ;
- l'ouverture d'un vaste débat citoyen sur le projet de revenu universel ;
- l'élaboration d'une nouvelle constitution pour une VIème République ;
- la plus grande vigilance sur le maintien et extension des droits et des libertés, l'exigence de l'égalité des droits pour toutes et tous, le renforcement des droits des femmes qui ont été en première ligne dans l'activité des salarié·es mis·es en danger sur leur lieu de travail et dans le confinement familial, la régularisation définitive des sans-papiers, l'accueil des migrant·es dans des conditions dignes ;
- une véritable décentralisation et une démocratie locale donnant aux collectivités territoriales le pouvoir politique et les ressources financières nécessaires pour leur permettre d'impulser la relocalisation des activités économiques (agriculture, industrie, services) et de favoriser la reconnaissance des droits culturels et linguistiques des peuples qui composent la France, facteur de lien social.

Cette alternative sera à la fois, sociale, écologique et démocratique. Ces trois principes sont à la fois liés et imbriqués les uns dans les autres. Cette crise porte l'opportunité de les réunir dans un projet, qui au delà des solutions portées par les organisations politiques, devra s'ouvrir aux propositions des citoyens et citoyennes. Nous devons réussir à trouver ensemble des remèdes qui iront au delà des idéologies installées, soyons créatifs et créatives.

Seule la pression populaire permettra d'imposer la réalisation d'un tel projet.

Aux citoyennes et aux citoyens de se mobiliser !